

UNE SEMAINE APRÈS LE RETOUR DE BOUTEFLIKA AU PAYS

Pas de Conseil des ministres en vue

Pendant l'hospitalisation du président de la République en France, longue de 82 jours, des ministres et autres officiels clamaient, lorsque l'expression leur était permise, que l'absence n'altérerait aucunement la vie institutionnelle. Têtus, les faits dépeignent une tout autre réalité. Le dernier Conseil des ministres, par exemple, que Bouteflika a eu à présider remonte au 26 décembre 2012, soit à près de 7 mois.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le 12 juin dernier, le lendemain de la visite au président de la République, alors en réadaptation fonctionnelle aux Invalides, du Premier ministre Abdelmalek Sellal et du chef d'état-major de l'ANP, le général major Ahmed Gaïd Salah, il a été suggéré que Bouteflika était sur le point de regagner le pays et reprendrait ses fonctions par la présidence d'un Conseil des ministres.

Le retour au pays, dans une chaise roulante, est intervenu le 16 juillet dernier, soit depuis exactement une semaine. Dans un communiqué, rendu public le jour même, la présidence de la République a affirmé que le président de la République allait observer une période de repos et poursuivre sa rééducation fonctionnelle. Un prolongement de convalescence dont la durée n'a pas été déterminée.

Astreint au repos, Bouteflika, une semaine après son retour,

n'a toujours pas programmé de Conseil des ministres. Une activité à laquelle il ne s'était pas rendu, au demeurant, depuis le 26 décembre 2012, générant, du coup, une inertie institutionnelle. Première conséquence : deux importants projets de loi sont pendants. Le projet de loi de finances complémentaire (LFC) 2013 et le projet de loi sur l'audiovisuel.

Durant ces 7 longs mois, le Parlement nouvellement élu n'a eu qu'une très faible activité. Il n'a eu à adopter, tout au plus, que deux projets de loi. Mais le zapping des Conseils des ministres, un mécanisme institutionnel nécessaire au bon fonctionnement de l'Etat, ne date pas de l'AVC dont Bouteflika a été victime le 27 avril dernier.

Tout au long de l'année 2012, le Président n'a convoqué et présidé que 3 Conseils des ministres. Le premier en date du 7 février et le second du 17 septembre et enfin le troisième le 26



Inertie institutionnelle.

décembre. Il est donné de noter qu'entre le Conseil des ministres du 7 février, où a été notamment adopté le projet de loi de finances complémentaire (LFC) 2012, et celui du 17 septembre, quinze jours après le changement du gouvernement et le remplacement d'Ouyahia par Sellal, une période de 8 mois s'est écoulée.

L'année 2011 n'a pas été, elle aussi, très riches en conseils des

ministres. En tout, durant cette année, Bouteflika n'en a convoqué et présidé que 5, ce qui fait qu'en 2 ans et 7 mois, il n'a tenu que 8 Conseils des ministres.

Aussi, vu ce calendrier des réunions des Conseils des ministres, on ne peut raisonnablement parler d'une vie institutionnelle fonctionnant normalement.

Au fait, cette dernière n'a pas eu de fonctionnement normal

depuis au moins 2005, lorsque, suite à la lourde intervention chirurgicale subie au Val-de-Grâce, suite à un ulcère hémorragique, Bouteflika a réduit drastiquement de ses activités.

L'inertie institutionnelle s'est aggravée à partir de novembre 2008, après la révision de la Constitution qui a vu le chef de l'Etat concentrer à son niveau la quasi-totalité des pouvoirs.

S. A. I.

ÉCONOMIE NATIONALE

La classe politique aux abonnés absents

La classe politique n'a aucun rôle dans la sphère économique nationale, tournant superbement le dos aux préoccupations citoyennes en la matière.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur, Mustapha Zebdi, déplore que les partis politiques ne prennent pas part aux différentes initiatives de son association.

«Aucun parti politique n'a adhéré à la campagne de boycott de la consommation des viandes, lancée en 2012», a-t-il affirmé hier, lors d'une rencontre sur le développement économique et le rôle des partis politiques tenue à Alger.

Il cite également la flambée des prix des produits alimentaires durant le mois de Ramadhan qui a suscité la colère des associations de consommateurs, de l'UGCAA et des syndicats, mais «aucune réaction des partis politiques», dit-il. Un silence qu'il a d'ailleurs qualifié d'«insensé».

L'intervenant évoque les 1 000 requêtes contre les concessionnaires automobiles reçues par son association en 2012.

«Nous avons pu régler quelques-unes et nous avons demandé à ce que le décret exécutif relatif à la commercialisation des véhicules neufs soit révisé, mais en vain», a-t-il précisé. Il estime qu'il est impossible de continuer à traiter ces affaires une par une, sans passer par les instances exécutives.



Mustapha Zebdi dénonce la flambée des prix pendant le mois de Ramadhan.

De son côté, le porte-parole de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), Hadj Tahar Boulénouar, assure que 70% des problèmes rencontrés par les commerçants sont en relation directe avec les APC.

«La plupart des projets locaux et même nationaux accusent des retards à cause de l'incapacité des APC», dit-il.

Et de citer l'exemple de la réalisation de marchés de proximité et de marchés couverts dans plusieurs communes, qui tardent à voir le jour.

S'agissant de la représentativité des partis politiques, Boulénouar affirme par ailleurs, que plus de

90% des professeurs d'université, des cadres et d'intellectuels ne sont pas partisans et plus de 70% des commerçants ne le sont pas également.

Pour sa part, le professeur d'économie, Mouloud Hachmane, affirme que l'Algérie n'arrive pas à se soustraire du sous-développement. Pourtant, poursuit-il, «13 années suffisent largement pour se hisser au développement, à condition d'atteindre une croissance de 8%». Une croissance qui aujourd'hui, ne dépasse pas 2,5%.

Une situation qu'il impute à la classe politique qui selon lui, n'arrive pas à intéresser les intellectuels.

R. N.

MOUVEMENT POUR L'ÉDIFICATION NATIONALE

Ahmed Dane épouse la cause de Morsi

Le Mouvement pour l'édification nationale créé par les cadres dissidents du MSP s'est penché hier lors d'une conférence sur la question de l'avenir de la démocratie dans le monde arabe. Pour le jeune parti, la démocratie est menacée du fait que des dirigeants comme Morsi soient destitués par l'armée. Une position calquée sur celle des partisans du président déchu.

Dans une conférence tenue hier à l'hôtel Safir à Alger, Ahmed Dane, secrétaire général du parti El Binaa El Watani, s'est dit préoccupé par les menaces qui pèsent sur la démocratie, notamment dans les pays arabes. Epousant sans retenue la cause du président égyptien destitué, Ahmed Dane notera que ce dernier «a été destitué parce qu'il représente l'Islam», il dira aussi que «si erreurs il y a eu, l'ex-président égyptien les a reconnues, et reconnaître une erreur n'annule pas la légitimité». Pour le représentant du parti, menace sur la démocratie rime avec menace sur l'éventualité de l'accession des islamistes au pouvoir : «Est-il possible désormais de convaincre la population d'aller voter s'ils savent que par la suite ces mêmes élections perdront de leur crédibilité», s'est interrogé le conférencier, pour qui la démocratie doit être respectée en tant que pacte social. Le parti occulte, cependant, le fait que la démocratie c'est aussi le respect de la volonté populaire et qu'elle ne se résume pas à glisser un bulletin dans l'urne. «Il y a des dangers qui nous menacent et il faut exploiter les expériences passées», rappelle Ahmed Dane qui prône la sécurité et la stabilité dans tous les pays arabes. «L'Égypte est un des piliers des pays arabes et de l'Afrique et cela nous pousse à nous interroger sur la paix et la stabilité. Ceci d'autant que l'Égypte est devenue un champ d'expérimentation et cela est aussi inquiétant pour la stabilité en Algérie et en Afrique», déclare Ahmed Dane qui, citant toujours le cas de l'Égypte, augure aussi de «fraude généralisée dans le cas d'élections qui vont perdre de leur crédibilité et d'alliances contre l'intérêt du pays et avec pour principe le partage des pouvoirs et des bienfaits».

Pour le secrétaire général du parti, les islamistes doivent changer de discours. S'attaquant par la suite aux médias égyptiens, le conférencier dira qu'ils ont ni plus ni moins vendu leur conscience, vu les positions prises lors de la dégradation de la situation en Égypte. Il ajoutera que «la paix est menacée par les armées».

F.-Zohra B.